

BURKINA FASO



CYCLE DE SUIVI 2016 DE L'IHP+ Revu de la performance nationale

COMMENT INTERPRETER LE PROFIL DU PAYS

Toutes les données présentées dans ce tableau de bord ont été fournies par le Ministère de la Santé (MS), les partenaires au développement (de 19 PD appuyant le secteur, 6 PD ont participé), les organisations de la société civile (21 OSC ont participé) et des représentants du secteur privé (5 SP ont participé) appuyant le secteur de la santé. En principe, toutes les données soumises par les PD, OSC et SP ont été validées par le MS.

Les 8 pratiques de coopération efficace au développement (CED) sont présentées sous 4 engagements. Les 3 premiers engagements présentent la performance du gouvernement et des PD envers 6 pratiques de CED. Le dernier engagement inclut également l'opinion des OSC et du SP concernant les pratiques relatives à leur engagement.

Lorsque c'est possible, les évolutions de la performance sont présentées sur la base des données recueillies lors des quatre cycles de suivi précédents (en 2007, 2011, 2013 et 2015). Pour plus de précision, des commentaires sur la pratique CED sont fournis dans des encadrés, quand ils sont pertinents.

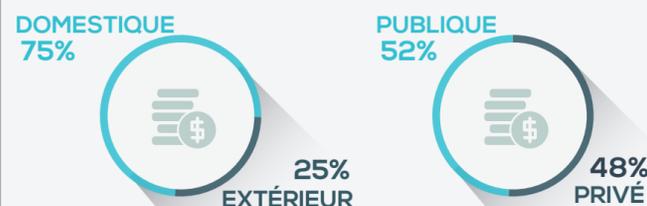
Voir www.internationalhealthpartnership.net/burkinafaso pour plus de détails et des données désagrégées sur les informations fournies.



DEPENSES NATIONALES DE SANTE

Dépenses totales de santé par habitant **\$35.00**

Sources des dépenses nationales de santé



Source: OMS / Comptes Nationaux de la Santé 2014

ENGAGEMENT

DE METTRE EN PLACE DES STRATEGIES SECTORIELLES SANTE ROBUSTES, DE PROCEDER A DES REVUES CONJOINTES ET DE RENFORCER LA REDEVABILITE

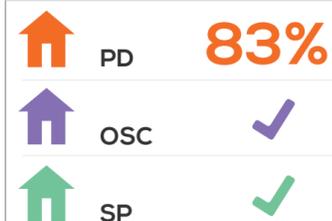


LES PARTENAIRES SOUTIENNENT UNE STRATEGIE NATIONALE DE SANTE UNIQUE

Alignement de l'appui à la Stratégie du Secteur de la Santé



Est-ce que le plan national du secteur de la santé a été revu conjointement ?



Intervenants qui ont appuyé la revue conjointe

L'évaluation à mi-parcours du PNDS 2011-2020 est en cours et utilise l'évaluation conjointe des stratégies nationales (JANS) et ce n'est qu'à la fin de ce processus que l'on pourra juger du degré d'implication des différentes parties prenantes.



LA REDEVABILITE MUTUELLE EST RENFORCEE

Un plan national de Suivi et d'Evaluation existe pour la Stratégie du Secteur de la Santé ?



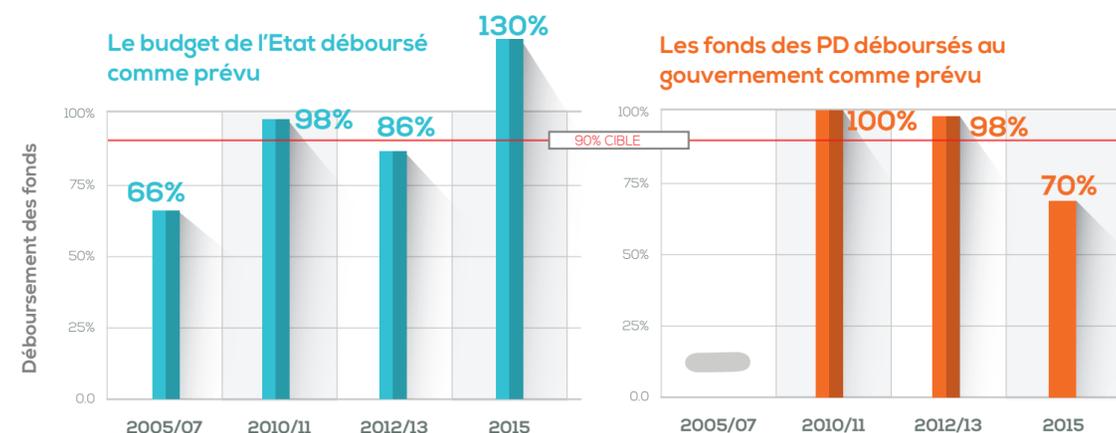
Plusieurs contraintes freinent l'utilisation totale du cadre national de suivi-évaluation (SE) par les PTF. En priorité, certains se plaignent du manque de leurs indicateurs spécifiques. De plus ce cadre de SE ne prend pas en compte de façon explicite les mécanismes de renforcement de la redevabilité mutuelle.

ENGAGEMENT

D'AMELIORER LE FINANCEMENT, LA PREVISIBILITE ET LA GESTION FINANCIERE DU SECTEUR DE LA SANTE

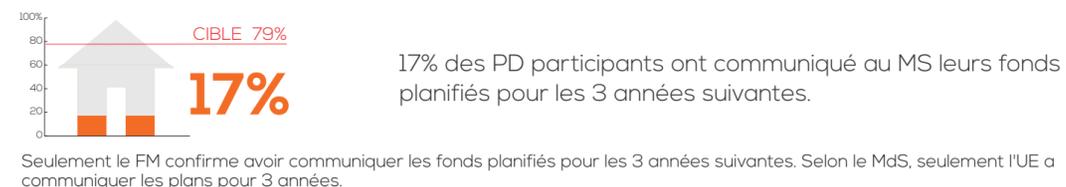


LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT SANITAIRE EST PLUS PREVISIBLE



Prévisibilité des fonds futurs

Budget triennal roulant ou Cadre de Dépenses à Moyen Terme en place:



L'AIDE A LA SANTE S'INSCRIT DANS LE CADRE DES BUDGETS NATIONAUX



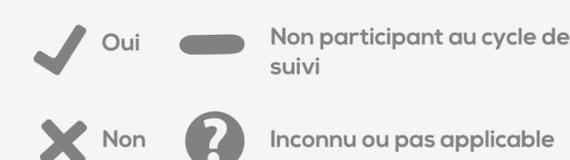
Données comme rapportés par les PD. Selon les données du MdS seulement 30% des fonds sont inscrit dans le budget.

LÉGENDE

Codes couleurs des données



Symbols



CYCLE DE SUIVI 2016 DE L'IHP+

ihp results

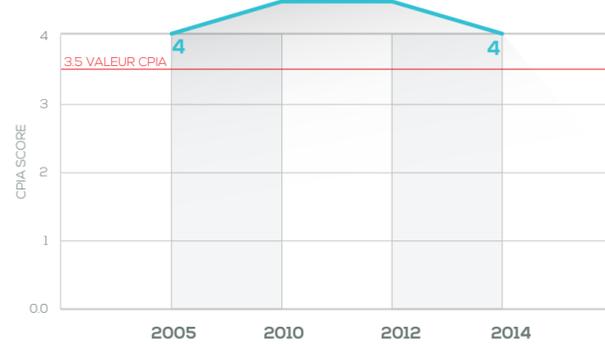
ENGAGEMENT

D'ETABLIR, RENFORCER ET UTILISER LES SYSTEMES DU PAYS

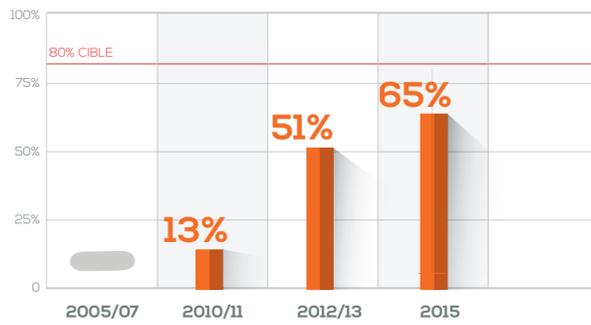


LES SYSTEMES DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (GFP) SONT RENFORCES ET UTILISES

Les systèmes nationaux de GFP sont-ils de bonne qualité ?



Pourcentage des fonds PD utilisant les systèmes GFP



Source : Banque Mondiale. Données CPIA

83%

83% des PD participants confirment qu'il y a suffisamment d'appui en place pour le renforcement du système de GFP et pour le renforcement des capacités

Des réformes importantes garantissant la fiabilité du système GFP s'avèrent nécessaires afin d'améliorer l'utilisation de ce système par les PTFs.



LES SYSTEMES DE PASSATION DE MARCHES ET D'APPROVISIONNEMENT SONT RENFORCES ET UTILISES

Une stratégie nationale de passation de marchés et d'approvisionnement existe-t-elle ?



33%

33% des PD participants utilisent le système national de passation des marchés et d'approvisionnement

50%

50% des PD participants confirment qu'il y a suffisamment d'appui en place pour le renforcement du système national de passation des marchés et d'approvisionnement, ainsi que pour le renforcement des capacités.

Les lourdeurs administratives et le manque de confiance des PTF aux procédures nationales de passation des marchés expliqueraient leur faible utilisation par les PTF.



L'ASSISTANCE TECHNIQUE EST COORDONNÉE ET LA COOPÉRATION SUD-SUD INTERVIENT POUR LE TRANSFERT DE COMPÉTENCES

Un plan d'assistance technique national convenu est-il en place ?



(NA) des PD participants fournissent de l'assistance technique alignée sur le plan national.

Le MS bénéficie-t-il de la coopération Sud-Sud ?

TOUJOURS

100%

100% des PD participants appuient la coopération Sud-Sud.

Existence d'accords de partenariat sud-sud avec certains pays dans le domaine de la santé. Exemples: Convention de coopération avec Cuba, fiches de projets d'assistance technique avec l'Afrique du Sud, l'Algérie et l'Egypte mais c'est toujours au stade de projet (ECD 6-1).

ENGAGEMENT

D'ETABLIR UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE POUR LA PARTICIPATION DES OSC ET DU SECTEUR PRIVE DANS LE SECTEUR DE LA SANTE



ENGAGEMENT PAR LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Quel espace le gouvernement prévoit-il pour la participation efficace des OSC dans la politique, la planification et le suivi du secteur de la santé ? (Sources : le questionnaire qualitatif du gouvernement et l'enquête en ligne des OSC)



Le gouvernement consulte les OSC pour le développement, l'exécution et le suivi des politiques nationales de santé



61% des OSC confirment qu'elles sont consultées



Le gouvernement fournit des ressources financières



52% des OSC reçoivent des ressources financières



Le gouvernement fournit de la formation



30% des OSC reçoivent de la formation

Dans quelle mesure la participation des OSC dans les processus de politique sanitaire nationale est-elle effectivement appuyée par les PD ? (Sources : le questionnaire qualitatif des PD et l'enquête en ligne des OSC)



Les PD consultent les OSC pour le développement de leurs programmes de santé



58% des OSC confirment qu'elles sont consultées



Les PD fournissent des ressources financières



41% des OSC reçoivent des ressources financières



Les PD fournissent de l'assistance technique



31% des OSC reçoivent de l'assistance technique



ENGAGEMENT PAR LE SECTEUR PRIVE



Mauvaise perception des participants du secteur privé de l'implication aux processus de politiques de santé du secteur privé par le gouvernement.



Insuffisance dans l'inspection des organisations privées de santé par le Ministère de la santé.



Insuffisance du soutien du gouvernement et des PTFs pour une contribution accrue du secteur privé aux processus de politique de santé.



Le cadre réglementaire et législatif favorise la création et l'engagement des structures privées de santé mais les procédures administratives de création sont assez longues.



Déficit de communication et rapports assez conflictuels entre les acteurs du secteur privé et ceux du gouvernement.

ihp+results

www.internationalhealthpartnership.net/burkinafaso